Image not found or type unknown

LA FRANCE PRETE POUR SA RELANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE ?

publié le **06/11/2013**, vu **1634 fois**, Auteur : NADIA RAKIB

Une année est déjà passée… Quid du bilan des 35 mesures du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ? Sommes-nous parvenus à revigorer notre compétitivité ?

Le **crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** (CICE) produit déjà des effets positifs sur l'emploi, de l'ordre de 30 000 emplois en 2013 selon l'estimation de l'INSEE. Les prévisions estiment que le dispositif va s'accroître davantage en 2014. En début d'année, la somme remboursée sur l'impôt sur les sociétés à chaque entreprise chaque année représentera 6 % de la masse salariale inférieure à 2,5 fois le SMIC. Au moment où le patronat réclame des « actions concrètes » en matière de politique fiscale, il s'agit là « d'un petit cadeau » allégeant les charges des entreprises de 20 Mds d'euros chaque année.

En parallèle, la **Banque publique d'investissement** (Bpifrance) a permis l'accompagnement d'environ 60 000 entreprises sur les 9 premiers mois de 2013 à travers plus de 1,5 milliards d'euros injectés depuis un an pour limiter les tensions de trésorerie des entreprises. De plus, des nouveaux dispositifs, simplifiés et renforcés, d'aides à l'export ont été déployés et notamment un **accompagnement personnalisé à l'export** dont 250 petites et moyennes entreprises (PME) ou entreprises de taille intermédiaire (ETI) ont bénéficié dès 2013, avec un objectif de 1 000 PME ou ETI à terme.

L'apprentissage est aussi en train de se réformer pour améliorer son efficacité et par là même son attractivité auprès des jeunes.

Autre chantier du Gouvernement et pas des moindres, celui de la **simplification de la vie des entreprises.** A ce jour, on décompte plus d'une centaine de mesures de simplification de la vie des entreprises décidées en juillet 2013 et dont les textes sont en cours d'adoption. Rien est simple quand il s'agit d'élaborer de nouvelles règles qui, une fois le dur labeur effectué, permettront notamment de réduire les coûts d'immatriculation des entreprises et d'alléger les obligations comptables.

Concernant l'engagement de stabilité du **crédit d'impôt recherche**, la promesse du Gouvernement a été tenue pour que l'innovation et l'attractivité de la France se répandent toujours plus à l'international.

Enfin, les **34 plans de la Nouvelle France industrielle** devraient permettre à nos entreprises de disposer de « confortables pépinières » pour relever les défis de 2020 et les mobiliser autour de projets opérationnels précis.

D’ailleurs, le dispositif **jeune entreprise innovante** a lui aussi été renforcé en vue d’assurer un meilleur accès des PME innovantes à la commande publique.

Pour toutes celles et ceux qui ont l’esprit de compétition, d’ici quelques semaines, nous assisteront au lancement d’un concours à l’innovation doté de 300 M€. Ce dernier portera sur **les « 7 ambitions pour l’innovation »** identifiées par le rapport d’Anne Lauvergeon pour lesquelles la France dispose d’atouts particuliers.

Enfin, la France connaît ses points forts et ses axes d’amélioration pour faire « fructifier » son économie et voir enfin sa croissance « pointer le bout de son nez ».

L’innovation doit rester « le cœur stratégique » de notre économie. Pour se faire, nous devons concentrer nos efforts sur les manières de concevoir autrement dans le respect de notre environnement. La responsabilité sociétale de nos entreprises est en jeu et notre capacité « à rayonner » sur la scène internationale aussi.

Pour l’heure, il nous appartient de faire bon usage de ces outils mis à notre disposition.

Si l’on tire un bilan de cette première année, les résultats ont permis de constater que les mesures prises ont concouru à l’amélioration de la compétitivité de nos entreprises tant en termes de maîtrise des coûts que de compétitivité hors-coût.

Espérons que 2014 nous réservera d’autres bonnes surprises notamment des impacts positifs s’agissant d’une inflexion de la courbe du chômage en France…

Nadia RAKIB

Dirigeante CLINDOEIL SOCIAL

www.clindoeil-social.com

Source

Compte-rendu du Conseil des ministres du mercredi 6 novembre 2013

Copyright © 2024 Légavox.fr - Tous droits réservés